l'Organe

<Jwxl22a> Le négativisme c'est nul, ça sert à rien.

Bimensuel • numero 3 • volume 2 • 11 octobre 2006 www.lorgane.org

«MON UTOPIE»

ALBERT JACQUARD
EN ENTREVUE
EXCLUSIVE

L'ÉQUIPE

Design

Directeur artistique
Jules Renaud

Ass. dir. artistique /
illustratrice
Christine Roy

Directeur photo
Albert Zablit

Administration

Directeur général
Hugo Steben

Directeur de l'information
Pierre-Luc Bouchard

Directeur des finances
Alexandre Cassis

Webmestre
Cédric Vergé

Rédaction

Rédacteur en chef
Cédric Lizotte

Chef de pupitre
International
Édouard Reinach

Chef de pupitre culture
Pascale Gauthier-Dionne

Chef de pupitre national
Jeff Yates

Correctrice
Eve Steben

Collaborateurs

Érik Burgos
Sophie Ginoux
Antoine Dion-Ortega
Audrey Bourget
Jenny Chukhovich
Kim Somers
Anaïs Lacroix
Amine Dabchy
Julie Geffard

Table des Matières

p3 ..... Somalie
p4 ..... Chine
p5 ..... Transnistrie
p6 ..... Suggestions
p8 ..... TKO
p10 ..... Maison Lafontaine
p11 ..... Albert Jacquard
p12 ..... Exposition
p13 ..... Silverstein
p15 ..... Brèves
p16 ..... Page Galerie

Cover : photo par Albert Zablit

CARICATURE

Caricature : Chapatte | public.globecartoon.com

ÉDITORIAL

POLITIK

Cédric Lizotte
redaction@lorgane.org

Personne n'ose encore affirmer librement qu'elle a été assassinée par le gouvernement, mais elle a été «visée en raison de son travail de journaliste» d'après Amnistie Internationale. Lorsqu'on révise la biographie de Politkovskaia, on voit dérouler une série d'événements qui rappellent les romans policiers. Empoisonnement, menaces de viol, tactiques intimidation de ses proches – plus directement sa fille – et même plusieurs périodes d'exil.

Cependant, les médias d'ici ne font généralement pas un cas de tous ces événements. À moins de fouiller pour trouver les détails de ces faits, on ne trouve pratiquement rien qui puisse suggérer leur importance. Au Québec, il n'y a pas de grandes pages dans les journaux, pas de mention dans le Métro ou les autres minuscules publications, à peine quelques minutes à la radio de Radio-Canada.

Plusieurs journaux locaux sont tellement obnubilés par la complexité des événements qui se déroulent à la maison qu'ils n'ont pas le temps ni l'espace de donner à une reporter d'opposition russe qui se fait traquer de tous les côtés.

C'est peut-être normal lorsqu'on considère que les rédacteurs et éditeurs de ces journaux ont reçu l'ordre de vendre. Les gens qui achètent veulent lire ce qui les préoccupe: leur nombril. Anna Politkovskaïa ne fait pas vraiment partie du nombril général montréalais.

Ils ont aussi reçu l'ordre d'utiliser le sang à bon escient. Cette fois, c'est l'expression anglaise 'bloodlust' qui exprime le mieux ce que ressentent les lecteurs. Leur nombril est prêt à accepter, à côté des graines de toast du matin, un peu de sang.

Éditeurs et lecteurs sont d'accord pour dire que la manière dont Anna Politkovskaïa a été traitée tout au long de sa vie à cause de ses écrits aurait pu faire partie d'au moins un des journaux locaux québécois.

Elle est partie de New York pour aller étudier le journalisme dans le Moscou des années 80. Elle a défendu les Tchétchènes dans la guerre d'indépendance qu'ils mènent à coup d'attentats terroristes contre la Russie. Politkovskaïa était une négociatrice lors de l'attentat du théâtre de Moscou en 2002. Lorsqu'un nouvel attentat s'est produit à Beslan en 2004, elle avait été demandée pour participer à la négociation – avant d'être empoisonnée dans l'avion qui l'y amenait.

Ces beaux scénarios hollywoodiens auraient bien pu se retrouver en page frontispice dans bien des publications montréalaises. La prémisse est belle, il y a manière de résumer la situation sans trop la compliquer et les preuves sont simples.

Cependant, les journaux montréalais n'ont pas de journalistes qui sont sur place pour couvrir l'événement. Envoyer un journaliste à Moscou, lui payer ses dépenses, lui donner un salaire et publier son produit, c'est une entreprise qui gruge rapidement les coffres des propriétaires. Et comme tout propriétaire aime bien son nombril lui aussi, il n'aucun intérêt à autoriser une telle pratique.

Il ne reste donc plus qu'une manière de faire connaître aux lecteurs de ces journaux les événements qui se déroulent à l'étranger: les agences de presse.

Leur travail est relativement simple: ils prennent les articles qui les intéressent dans les journaux membres, modifient un peu l'article pour le rendre conforme aux règles de leur agence, effacent le nom de la personne qui l'a écrit et le journal d'où il vient et envoient cette version modifiée à leurs autres membres.

De leur côté, les journaux locaux vont chercher ces informations et les modifient une fois de plus pour les rendre conforme à leurs exigences. Par exemple, la Gazette prend les articles des agences et le passent dans leur propre agence, le *CanWest News Service*. C'est par là que passent tous les articles qui sont susceptibles d'irriter les nombrils des proprios et des acheteurs.

Une fois toutes ces étapes de censure et d'autocensure, une fois cette mascarade terminée et les brouillons effacés, on se retrouve avec une nouvelle aseptisée et javellisée à souhait.

Comment est-ce qu'Anna Poliktovskaïa et ses histoires rocambolesques d'accusations graves et spécifiques adressées au gouvernement russe peuvent-elle se rendre à nous?

Il nous reste une seule option: écouter les journalistes de Radio-Canada en français. Cependant, ils coûtent cher aux contribuables et sont en voie d'extinction.

INTERNATIONAL

SOMALIE

Le nouveau fief des islamistes radicaux

Kim Somers
kim_somers@sympatico.ca

Depuis le 24 septembre dernier, une des plus importantes portes d'entrée somalienne, le port de Kismayo, est tombé sous le contrôle des milices islamistes en franchisant ainsi la dernière étape avant la conquête de Baidoa, seule ville où l'influence gouvernementale est encore respectée.

Ainsi, la prise du port de Kismayo constitue une avancée majeure pour ces milices en territoire gouvernemental. En effet, l'AFP a appris par le Conseil suprême islamique de Somalie (SICS) que «le principal objectif est de fermer la frontière avec le Kenya pour empêcher le déploiement de troupes étrangères». Le SICS, soutenu par l'Érythrée, s'assure ainsi que les troupes progouvernementales ne recevront pas d'aide de l'Éthiopie ou d'autres États comme les États-Unis.

La BBC, quant à elle, rapporte que le but avoué du SICS est de contrôler le pays entier pour y établir un État islamique en y instaurant la Charia, système de jurisprudence religieux musulman. Certaines percées ont d'ailleurs été faites, la semaine passée, à Baidoa où une voiture piégée a explosé en face de l'édifice servant de siège au gouvernement provisoire de Yusuf Ahmed. Les autorités somaliennes suspectent que l'attentat était dirigé contre le président. Le gouvernement provisoire s'est établi à Baidoa depuis que les milices islamistes contrôlent la capitale Mogadiscio.

Cet attentat contre le gouvernement et la prise de Kismayo n'est pas resté sans réponse de la part des autorités somaliennes. Un habitant de Baidoa a aperçu entre 300 et 400 militaires éthiopiens se diriger vers la ville. Cependant, cette information a été démentie par les services de sécurité éthiopiens.

L'Éthiopie redoute la montée des extrémistes islamistes au pouvoir, ce qui expliquerait le déploiement de son armée. Effectivement, selon la Maison Blanche, les chefs des milices islamistes seraient liés à Al-Quaïda. Oussama Ben Laden aurait d'ailleurs affirmé que la Somalie était un champ de bataille pour sa guerre contre l'Occident. Il l'aurait prouvé en 1998, dans les attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie. Lors de ces événements, la Somalie aurait, selon les États-Unis, servi de refuge aux suspects.

Vu ces affirmations, la population somalienne redoute que de nouveaux affrontements éclatent. Une nouvelle «guerre américaine au terrorisme» n'est en aucun cas une solution de paix pour les somaliens. De plus, la guerre civile de ces quinze dernières années opposant les chefs de guerre aux milices islamistes a vu plusieurs milliers de personnes mourir de faim et de malnutrition. La population n'a aucun intérêt à ce que la situation se reproduise. D'après l'analyste Matt Bryden «le reste du monde doit se sentir concerné par la situation en Somalie». D'autant plus qu'une crise humanitaire est redoutée par l'UNICEF.

Mourrant de faim | source: bhdaamov.hp.infoseek.co.jp

la somalie n'a pas de gouvernement central, de president ou de systeme d'education
source: djweb.com.br

Cette situation précaire rend les opérations humanitaires extrêmement difficiles dans les grandes villes telles que Mogadiscio. La réticence du SICS à laisser entrer au pays les Occidentaux entrave la bonne conduite de ces opérations. Les convois de marchandises alimentaires sont souvent arrêtés aux postes de contrôle dirigés par les forces islamistes, ce qui oblige les organismes humanitaires à travailler aux frontières du pays, et principalement au Kenya.

«L'instabilité en Somalie a vu des milliers de réfugiés affluer, de toutes les régions assiégées par des années de violence, vers le Kenya. Ceux qui fuient viennent de Mogadiscio et de Kismayo où l'emprise de la SICS est des plus fermes», d'après le reporter John Alan Namu, affilié à la BBC. En fait, plusieurs réfugiés ont quitté leur maison de peur qu'un nouveau conflit entre les milices islamistes et les troupes progouvernementales n'éclate. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), la capacité des camps de réfugiés n'est pas suffisante. La grande affluence complique la tâche aux directeurs de camps qui doivent maintenant établir un ordre de priorité pour les réfugiés. Plusieurs milliers de personnes se voient alors confinées à vivre dans des conditions inhumaines.

Le taux d'analphabétisme démontre bien l'ampleur des conditions dans lesquelles les somaliens vivent. Le taux d'illettrisme est extrêmement élevé : seulement 22 pourcent des enfants ont accès à l'éducation primaire. Selon Balslev-Olesen, représentant de l'UNICEF en Somalie, le taux élevé d'analphabétisme contribue à développer le soutien de l'extrémisme. Pour ajouter à cette tendance au radicalisme, les Somaliens ont remarqué une amélioration de leur qualité de vie depuis que les milices islamistes ont pris le contrôle de la couronne sud du pays. Ces nouvelles conditions de vie encouragent donc les Somaliens à supporter l'imposition de la Charia.

Cela fait quinze ans que l'instabilité politique règne, le SICS approche de son but, c'est-à-dire la création d'un État religieux islamique en Somalie. Affaiblie par la guerre et menacée par une crise humanitaire, a population semble encline à laisser le SICS prendre le pouvoir. La peur de l'extrémisme islamique et d'Oussama Ben Laden attirera peut-être l'attention de la communauté internationale sur un peuple qui traîne sa misère.

Chronologie de la Somalie

1991
Le président Mohammed Siad Barre est forcé à l'exil. C'est le début de la guerre civile.

1992
L'ONU déploie ses casques bleus pour rétablir l'ordre

1995
L'ONU quitte la Somalie, sa mission est un échec. La guerre fait toujours rage

1997
Rencontre au Caire durant laquelle les clans rivaux s'entendent pour élire un nouveau gouvernement national.

2000
Le gouvernement de Gelayadh est mis en place

2001
avril: les chefs de guerre décident de former leur propre gouvernement.

mai: Affrontements entre les chefs de guerre et les forces gouvernementales

septembre : Cessation de l'aide humanitaire directe

2002
Cessez le feu

2004
Mise sur pied d'un nouveau gouvernement transitoire dirigé par Yusuf Ahmed

2006
Combats entre les forces progouvernementales et les milices islamistes pour la prise de la capitale Mogadiscio et des autres villes importantes. La violence est à son paroxysme.

INTERNATIONAL

CHINE

Les libertés fondamentales en Chine: une chasse gardée

Audrey Bourget
audreyb55@hotmail.com

Pour obtenir les Jeux olympiques de 2008, les autorités chinoises avaient fait la promesse d'améliorer la situation des droits humains au pays. Le dernier rapport d'Amnistie International démontre plutôt qu'en plus d'être alarmante, cette situation régresse. « la Chine s'est engagée à faire des modifications pour les Jeux olympiques, mais je ne suis pas sûr que l'intention y était. La démarche est hypocrite autant de la part du CIO que de la Chine », déclare Anne St-Marie, directrice des communications pour la section canadienne-francophone d'Amnistie Internationale.

En effet, des quatre secteurs évalués par l'organisation, le domaine de la peine de mort est le seul marqué d'une amélioration pour l'année 2005, les autres domaines s'étant aggravés.

Malgré la récente introduction de garanties dans le domaine de la peine capitale, il n'en demeure pas moins qu'Amnistie a recensé 1 770 exécutions l'an passé, mais Anne St-Marie précise que ce chiffre est bien en déça de la réalité. Le gouvernement refuse toujours de rendre publiques les informations sur les condamnations et exécutions. Selon les estimations d'universitaires chinois, leur nombre se situerait entre 8 000 et 10 000. Les 68 infractions pouvant conduire à cette peine passent du meurtre à la fraude fiscale. Les procès conduisant à ces condamnations sont iniques. Husein Celil, un citoyen canadien originaire de la région autonome Ouïgoure du Xinjiang, est en prison dans cette région, accusé de «terrorisme». Il risque l'exécution. Le gouvernement chinois ne cesse de réprimer la communauté ouïgoure, de confession musulmane, en utilisant l'excuse fausse et facile de «guerre contre le terrorisme».

L'incarcération de centaines de milliers de personnes suite à un procès arbitraire ou même sans procès est un fait réel. Une fois incarcéré, il est difficile d'échapper à la torture ou aux mauvais traitements. La venue des Jeux olympiques, d'abord vue comme un moteur pouvant faire progresser les droits humains en Chine, a l'effet opposé. Les autorités de la ville de Beijing expulsent les citoyens habitant sur les sites qu'ils ont choisi pour les JO et «nettoient» la ville des mendiants, vagabonds et sans-abris forçant à la «rééducation par le travail», forme d'incarcération sans inculpation.

De toute cette répression, un espoir ressort: les mouvements de protestation et les manifestations de la part de la population ont augmenté depuis 2004. «Il y a une connaissance et une compréhension grandissante du concept des droits humains en Chine», dit Dr. Kimberley Manning, professeure de sciences politiques à l'Université Concordia, spécialisée en politique chinoise. Cette compréhension ne s'étend pas jusqu'aux autorités, qui continuent de harceler les défenseurs des droits humains. Cinquante intellectuels provenant des États-Unis, de l'Europe et de l'Australie ont d'ailleurs envoyé une lettre ouverte au président chinois Hu Jintao, l'enjoignant de cesser d'harceler, bannir, arrêter et emprisonner les défenseurs des droits humains, particulièrement les avocats. Cette demande est d'autant plus significative que ses signataires courent le risque de se voir dorénavant refuser l'entrée en territoire chinois.

La liberté des médias demeure un point extrêmement sensible en Chine. Les versions censurées de Google et autres moteurs de recherche Internet illustrent qu'avec sa place prépondérante sur l'échiquier économique mondial, la Chine peut se permettre beaucoup, même une censure éhontée des médias. Le gouvernement continue la privatisation des médias et fait tout pour protéger le monopole de la radio-télévision d'État et de l'agence de presse Xinhua. «Une Grande Muraille des ondes» permettant de brouiller les ondes de l'étranger est en train de se faire ériger. Le Département de la publicité (ex-Département de la Propagande) surveille la presse écrite. Il s'assure que certains sujets, comme le massacre de la place Tian' an Men, ne soient jamais mentionnés. Les dirigeants du quotidien réformateur Nanfang Dushi Bao ont été condamnés à plusieurs années de prison pour avoir divulgué l'existence d'un cas de SRAS et la mort sous la torture d'un étudiant dans un commissariat. Si le licenciement et l'ostracisme sont les sanctions les plus fréquentes, la Chine est tout de même le pays qui en 2005 détenait le plus grand nombre de journalistes emprisonnés. Les journalistes étrangers doivent aussi s'adapter aux règles du jeu s'ils ne veulent pas se voir refuser l'accès au pays. Un désir d'émancipation est présent chez plusieurs journalistes, mais s'opposer au gouvernement reste risqué.

photo: Franco Ronaldo-Gomez

Dr. Manning explique que l'actuel président, Hu Jintao, avait fait naître de nombreux espoirs concernant les droits humains au début de son mandat. Elle ajoute cependant que les deux dernières années l'ont montré encore plus dur que son prédécesseur, Jiang Zemin. La Chine ayant déjà acquis les JO et une place à l'OMC, les pressions internationales pour qu'elle effectue des changements ont aujourd'hui bien peu de poids.

INTERNATIONAL

MOLDAVIE

Transnistrie: entre immobilisme et activisme

Érik Burgos
youngpadawan20@msn.com

Le 17 septembre dernier, à l'occasion d'un référendum, les ressortissants de la région séparatiste de Transnistrie, en Moldavie, se sont prononcés pour leur indépendance et leur libre intégration à la Fédération de Russie.

Selon Lavinia Stan, spécialiste de l'Europe de l'Est et professeur au département de science politique de Concordia, ces résultats n'offrent aucune nouveauté dans le paysage politique de la Transnistrie. «Depuis 1990, cette zone, composée majoritairement de russophones, revendique son indépendance face au gouvernement moldave basé à Chisinau. Le bilan de la récente consultation populaire ne fait que réaffirmer la continuité de cette direction politique».

L'élément déclencheur des volontés sécessionnistes en Transnistrie a été l'éventualité d'un rattachement de la Moldavie, alors émancipée du giron soviétique, à la Roumanie compte tenu des liens ethniques, linguistiques et culturels entre les deux peuples. Le refus de constituer une «minorité dans la minorité» a conduit la société transnistrienne à proclamer son indépendance en 1990. Lavinia Stan n'est pourtant pas convaincue de la dimension ethnique du conflit. «Je ne crois pas que ce soit un conflit ethnique. Lors des troubles séparatistes, les activistes de premier plan n'étaient pas de langue russe, mais moldave. Les moldaves de Transnistrie ne veulent pas non plus être assimilés».

En fait, pour la spécialiste, les véritables enjeux du conflit sont d'ordre politique et économique. «Premièrement, la République de Transnistrie se caractérise par une forte nostalgie du communisme. Le gouvernement de Tiraspol, capitale transnistrienne, n'est qu'une réminiscence de l'époque soviétique avec son Præsidium, son Soviet Suprême ou encore sa Chambre des nationalités. Deuxièmement, la région de Transnistrie est l'une des principales régions industrielles de Moldavie et son cœur économique». La question transnistrienne oppose « les propriétaires des usines d'exploitation et la classe politique communiste de Transnistrie, d'une part, et la nouvelle élite politique moldave, d'autre part », précise la spécialiste.

Les intérêts économiques de la classe dirigeante semblent donc prévaloir dans le contentieux opposant Chisinau et Tiraspol. En effet, les Transnistriens n'ont aucun intérêt à se maintenir dans une Moldavie où l'économie se définit par la banqueroute et la pénurie. «Ils ne veulent pas partager leurs profits économiques avec le reste de la Moldavie. Leur position est égoïste». Pour les Transnistriens, la Russie offre un environnement plus avantageux. Outre les opportunités économiques, politiques et sociales qui en découleraient, la perspective d'un rattachement à la Russie témoigne également de la «détermination des dirigeants transnistriens à développer un dialogue plus intense avec Moscou».

Le problème majeur du conflit est celui du manque de reconnaissance internationale, ce qui affaiblit fortement la crédibilité de la République de Transnistrie. Lavinia Stan explique que «la Transnistrie agit déjà comme un État indépendant : elle dispose de sa propre constitution, son drapeau, son hymne, son président, son gouvernement, sa monnaie, son passeport, sa banque centrale, ses universités d'État, son armée. Ce n'est qu'une question de reconnaissance internationale». Jusqu'à présent, seule la Russie a reconnu le gouvernement de Tiraspol. Lavinia Stan est persuadée que cette reconnaissance dérive d'une «stratégie russe visant à renforcer son influence dans l'ancienne sphère soviétique, une zone géopolitique bouillonnante». Néanmoins, en raison de l'évidente indifférence de la communauté internationale, la spécialiste conclut que « la situation risque de ne pas évoluer ».

Dr Lavinia Stan | photo: Albert Zablit

ÉTATS-UNIS

Military Commissions Act

Anaïs Lacroix
alacroix_2@hotmail.com

Les États-Unis ont à nouveau frappé un grand coup dans la guerre contre le terrorisme. Le sénat américain a voté, le jeudi 28 septembre, en faveur d'un nouveau projet de loi, le Military Commissions Act. Présenté à la suite du Ghost detainee, le nouveau texte de loi est tout aussi controversé que son prédécesseur. Alors que le Ghost Detainee act permettait la détention secrète et illimitée de prisonniers, le Military Commissions Act modifie l'ensemble des règles encadrant la détention, les procès et les interrogatoires des détenus soupçonnés de terrorisme. Globalement, il augmente le pouvoir des commissions militaires. Le texte de loi valide entre autres les déclarations obtenues sous la torture, permet aux tribunaux militaires de châtier par la peine capitale et laisse à ces tribunaux militaires compétents le soin d'emprisonner des présumés terroristes. Parallèlement à quoi il retire aux prisonniers les recours juridiques contre leurs conditions de détention. L'adoption de cette loi par le Congrès des États-Unis entérine les violations des droits humains commises depuis le début de la guerre contre le terrorisme, en 2001. Dans le cadre de la «guerre contre le terrorisme», le gouvernement américain a déjà eu recours à la disparition forcée, à la détention secrète, illimitée et arbitraire, à la torture et à d'autres traitements barbares et inhumains.

Le Military Commissions Act légalise des pratiques condamnées par la plupart des nations. Au Sénat, l'ancien secrétaire d'état Colin Powell a par ailleurs évoqué que «le monde commence à douter des valeurs morales (des États-Unis) dans notre combat contre le terrorisme». Plusieurs spécialistes du droit constitutionnel et des organisations de défense des droits humains comme le comité contre la torture des Nations-Unies, Amnestie Internationale et Human Rights Watch s'opposent au texte de loi. Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch déplore les violations des droits des prisonniers: «en réalité, ce projet de loi réécrit des parties essentielles de la Convention de Genève et enlève le droit le plus fondamental des détenus, celui d'être entendu». Le projet de loi enfreint les limites fixées par la Convention de Genève (article 3) sur le traitement des prisonniers, qui interdisent la torture et tout autre traitement cruel ou dégradant. Laxiste sur la question de la torture, le Military Commissions Act entretient un flou au sujet des techniques d'interrogatoires. Il risque d'autoriser des pratiques à la limite de la torture, telles l'exposition à des chaleurs extrêmes ou la privation de sommeil.

Illustration: Édouard Reinach

Transgressant plusieurs législations universelles, l'adoption du Military Commissions Act crée un précédent, place les États-Unis hors du droit international en plus de contrevenir à un des principes fondamentaux du droit anglo-saxon, l'Habeas Corpus. Ce texte de loi accorde aux prisonniers la présomption d'innocence et les protège des détentions abusives et arbitraires. Malgré cela, le président américain défend personnellement le projet de loi comme «un outil essentiel de la guerre contre le terrorisme». Il affirme ainsi lors de son discours: «Aujourd'hui, le sénat a envoyé un message clair au terroristes que nous continueront à user de tous les éléments qui sont en notre pouvoir afin de poursuivre nos ennemies et de prévenir toute attaque envers l'Amérique. Le Military Commissions Act de 2006 permettra d'assurer la pérennité d'un des programmes de la CIA qui a été l'un des plus efficace dans notre combat contre la terreur». Son approbation par le Sénat donne à George W. Bush une de ses rares victoires législatives. Elle est d'autant plus importante pour le Parti Républicain qui craint de perdre sa majorité lors des prochaines élections parlementaires, le 2 novembre. Malgré l'adoption démocratique de cet acte, certains se rassurent à l'espoir que la Cour suprême invalide la nouvelle législation. C'est ce qu'elle a d'ailleurs déjà fait en juin dernier en refusant à l'administration Bush la possibilité de faire juger les prisonniers de Guantanamo par des tribunaux d'exceptions.

CULTUREL

ESPACE À LOUER

7/24 marketing inc.

t 514.392.2905
f 819.564.6010
impacts@724marketing.ca

LITTÉRATURE

Suggestions maison

«Japonaiseries»

Ils envahissent depuis quelques temps les collections de littérature jeunesse comme adulte. Ils se font câlins, aventuriers, coquins, voire carrément pornos. Ils s'associent surtout à une marque graphique très distinctive. Avez-vous trouvé ce dont nous allons vous parler dans cette édition? Eh oui, il s'agit effectivement des mangas, qui trouvent des adeptes de tous les âges et de tous les styles. Petite ballade au cœur de charmantes «japonaiseries».

Sophie Ginoux
sophie.ginoux@videotron.ca

Full Moon
de Arina Tanemura

Éditions Glénat

Hikaru no Go
De Yumi Hotta et
Takeshi Obata

Éditions Tonkam

Tsubasa
de Clamp

Pika Édition

À première vue, une série manga sur le thème du jeu de Go – une sorte de jeu de dames stratégique asiatique – n'a rien de très attirant. Pas de magie, ni de monstres dans cette histoire, l'aventure se concentre essentiellement sur de jeunes champions qui usent leurs dessous de complets-cravates dans des tournois qui semblent plus ennuyeux les uns que les autres.

Pourtant, *Hikaru no Go* a connu, après l'Asie, un succès important en Europe et a même suscité des vocations dans un sport que l'on aurait originellement réservé à une élite intellectuelle. Comment expliquer une telle réussite? Eh bien, après avoir feuilleté quelques pages de ce manga, nous réalisons qu'à notre plus grande surprise, l'aspect un peu sévère du jeu lui-même disparaît pour céder sa place à une intrigue si captivante que nous ne pouvons plus nous détacher du livre. Chaque personnage est habilement travaillé et, par-dessus tout, la trame dramatique est poussée à son apogée, ce qui nous pousse à poursuivre inexorablement notre lecture jusqu'à la fin d'une partie, puis de deux, puis du manga entier. On en redemanderait encore, c'est ce qui est le plus étonnant ! Autant dire que nous vous recommandons vivement sa lecture. Go, Hikaru!

Attention, nous touchons au grand art avec cette série aussi attachante que merveilleusement illustrée. Il faut dire que les créateurs de *Tsubasa* ne sont autres que les membres du groupe Clamp, une référence dans le genre et en l'occurrence un groupe d'étudiantes – eh oui, des femmes – qui ont décidé de monter un cercle de *mangaka* à la fin des années 80. Ces créatrices de génie ont d'ailleurs déjà à leur actif, avis aux connaisseurs, plusieurs *best sellers* comme *Tokyo Babylon* et *X*. Évidemment, avec une telle fiche de route, on ne s'étonne pas de la superbe construction graphique, de la beauté des personnages et du soin impressionnant apporté à tous les détails. Quant au scénario en tant que tel, qui nous dévoile la quête de Shaolan et de Sakura, deux jeunes adolescents à la recherche de leurs proches à travers plusieurs univers plus fantasques les uns que les autres, il est particulièrement réussi. Aussi, même si vous n'êtes généralement pas très attiré par le dessin et la culture manga, cette série vous séduira, nous en sommes certains. Qui sait, peut-être serez-vous par la suite intéressé à découvrir le dessin animé *X*, un chef d'œuvre du genre...

Full Moon fait partie de ces séries que l'on adore ou déteste. Pourquoi? Parce qu'elle est l'archétype de ce que l'on peut retrouver dans un manga traditionnel un peu mièvre, à savoir une intrigue amoureuse à tiroirs un peu infantile – je l'aime, mais il en aime une autre, qui elle-même ne l'aime pas – assortie de très beaux personnages aux yeux immenses et innocents, ainsi que de petites bestioles informes qui s'affichent sur les trousses et les porte-clefs des petites filles asiatiques. Pourtant, au fur et à mesure que les pages défilent sous nos yeux, on ne peut s'empêcher de s'attacher à la jeune héroïne de cette histoire, Mitsuki, qui souhaite réaliser son rêve de chanteuse avant de rejoindre l'autre monde, ainsi qu'à ses anges gardiens qui l'accompagnent dans cette quête. Si ce n'était des incursions un peu débilitantes de l'auteure dans le manga, qui viennent inutilement couper la trame de l'histoire, on pourrait succomber pour de bon et se procurer les autres tomes de la série. C'est pourquoi nous ne conseillons cette série qu'à celles et ceux qui ont, à l'époque, adoré le dessin animé *Candy*.

CULTUREL

CINÉMA

It's alive! It's alive!

Pascale Gauthier-Dionne
culturel_pascale@gmail.com

Exclamons-nous tel le docteur Frankenstein devant les premiers mouvements de sa créature, nous assistons aussi à une résurrection inespérée!

La nouvelle est tombée, diffusée, confirmée : le Cinéma du Parc prendra le premier souffle de sa nouvelle vie à quelques jours de la fête des morts, soit le 27 octobre prochain.

Ce nouveau souffle, le légendaire endroit le doit à Roland Smith, un pionnier de la diffusion du cinéma de répertoire au Québec. Cet ex-propriétaire de salles de cinéma qui a administré les premières salles de répertoire établies au Québec s'est également impliqué dans notre célèbre club vidéo La Boîte Noire, ainsi que dans le vaste monde de la vente et location vidéo alors qu'il s'agissait d'un milieu encore émergeant.

Le Cinéma du Parc revient donc dans son rôle de diffuseurs privilégiés de primeurs du cinéma international, de trésors de l'industrie indépendante et de films phares de réalisateurs américains. Toutefois, Roland Smith promet aussi des rétrospectives d'artisans du septième art ainsi que divers événements spéciaux pour donner une voix à la cinématographie de pays difficilement accessibles hors du circuit des festivals. Nous pouvons alors imaginer les ressources dont pourra certainement bénéficier ce cinéma, avec les contacts et ententes que monsieur Smith a tissés au fil de ses années d'expérience avec des représentants des États-Unis et d'Europe.

Soucieux de l'avenir de ce cinéma encore malheureusement jugé marginal, Roland Smith dit vouloir s'entourer de jeunes intéressés à apprendre le métier de propriétaire de salle et de distributeur «sur le terrain», à la bonne vielle manière de «l'apprentissage sur le tas».

Aussi, le Cinéma du Parc nous revient avec deux salles adaptées à la technologie du système de projection DigiScreen, pour une projection digitale de qualité. Après l'annonce de sa programmation prévue pour la mi-octobre, la Créature du docteur Smith sera alors prête à affronter sa nouvelle vie!

Cinéma du Parc | source: showbizz.net

LIBAN

Le Hezbollah plus populaire que jamais

La guerre du Liban a eu pour effet d'accroître la popularité du Hezbollah dans la région, d'après Edmond Omran, président de l'Aide Médicale pour la Palestine. Et pourtant, Israël ne remet pas en cause l'usage de la force comme unique solution au problème.

Antoine Dion-Ortega
dion_ortega.antoine@courrier.uqam.ca

Au contraire, les leçons que le gouvernement a tirées du conflit jusqu'à maintenant ont été exclusivement d'ordre militaire. L'incapacité des Forces de défense israéliennes (FDI) à neutraliser le Hezbollah risque de convaincre la population israélienne qu'il faudra dorénavant frapper plus fort et mobiliser plus de ressources dans l'éventualité d'un prochain conflit dans le but de regagner la force de dissuasion qu'elles estiment avoir récemment perdue.

«La solution, pour Israël, doit toujours être militaire», est d'avis le président de l'AMP, Edmond Omran.

«Les généraux et l'administration en place se disent : 'Si on n'a pas réalisé tous nos objectifs, c'est parce que, militairement, on n'a pas mis le paquet'. Au lieu de mettre en question la solution militaire elle-même, ils vont dire : 'Non, la solution militaire, on n'y touche pas, elle est toujours la bonne, mais il faut la perfectionner'. Les généraux sont toujours comme ça: ils ne penseront qu'à améliorer leurs moyens pour gagner la guerre».

Il serait facile d'affirmer qu'il faut s'attendre à ce que ce soit les Palestiniens qui fassent les frais d'une telle conclusion. C'est d'abord dans les territoires occupés que l'on s'efforcera de regagner cette force dissuasive, en frappant plus durement.

On doit donc s'attendre à ce que l'armée israélienne cherche à restaurer son honneur, qu'elle estime bafoué, en s'en prenant davantage aux Palestiniens. C'est ce que révèle la série de plaintes adressées aux FDI par l'organisme israélien de défense des Droits de l'Homme B'Tselem, la semaine dernière. B'Tselem recense une recrudescence des cas de torture en Cisjordanie depuis l'éclatement du conflit israélo-libanais, le plus souvent à l'occasion des contrôles routiers arbitraires qui sont imposés aux Palestiniens. Ceux-ci se plaignent, d'une part, de la multiplication des barrages routiers «surprise» à des endroits où ils n'existaient pas avant la guerre, et d'autre part, de la cruauté et de la violence gratuite auxquelles se livrent les soldats lors des contrôles. C'est ce que révèlent des témoignages comme celui de Tayeer Bilal Muhassin, battu par deux sergents israéliens jusquÐà perdre connaissance, le 26 août dernier. L'affaire Muhassin est la seule des huit plaintes formulées par BÐTselem à lÐendroit des FDI qui soit résolue jusquÐà maintenant.

«Pour l'anéantissement d'Israël», propagande du Hezbollah sur un mur de la prison Al-Khiam au Liban
source: community.webshots.com/user/trinculo

Les contrôles routiers se sont intensifiés sous deux formes pendant et après la guerre: d'abord, par l'institution de nouveaux règlements destinés à «resserrer» le contrôle, d'autre part par l'application plus sévère de règlements déjà en vigueur. Outre ce fait, il est clair que l'incapacité des FDI à détruire le Hezbollah au Liban ait suscité un désir de vengeance chez plusieurs soldats stationnés en Cisjordanie. D'après Omran, ces abus de pouvoir sont directement liés au sentiment d'humiliation qui prévaut chez nombre d'entre eux, après l'échec de l'aventure libanaise.

L'un des objectifs de l'agression israélienne au Liban était de libérer ou d'obtenir la libération des deux soldats capturés par le Hezbollah le 12 juillet dernier. À ce titre, la mission s'est avérée être un échec. Mais encore une fois, l'inefficacité des opérations punitives au Liban n'a pas amené l'administration à revoir sa politique. Israël continue de croire que les frappes punitives dans la bande de Gaza constituent la meilleure option pour obtenir du Hamas qu'il libère le caporal Gilad Shalit, capturé le 25 juin dernier. Malgré l'initiative de l'Égypte, qui assure une médiation entre les FDI et le Hamas, il n'y a toujours pas de pourparlers sérieux entre les deux acteurs. Plus de 230 Palestiniens ont été tués par les frappes des FDI depuis la fin juin, dont la moitié sont des civils n'ayant eu aucun rôle dans le conflit.

ÉDITORIAL

Le bleu opaque

L'histoire est vieille comme le monde, à en devenir banale; un politicien largue de belles promesses pour amadouer l'électorat, qu'il s'empresse d'oublier aussitôt élu.

Jeff Yates
national@lorgane.org

Pourtant, les éditorialistes écrivaient, au printemps dernier, que Stephen Harper respectait ses promesses électorales à un point tel qu'il était sclérosé. On l'accusait d'être entêté au point d'être borné, tellement il insistait sur ses priorités électorales.

Une de ces promesses, on se souviendra, était d'améliorer la transparence à Ottawa. Sorte de réaction électoraliste aux magouilles qui ont terni le dernier mandat libéral, cette promesse faisait partie des paliers de l'échelle qui a mené le parti conservateur au pouvoir. Les Conservateurs allaient «nettoyer» le parlement et agir franchement et ouvertement, au vu et au su de tous les canadiens.

Comme il était écrit dans ces pages, il y a neuf mois, «le parlement de cristal se fait toujours attendre».

En formant un cabinet comportant un transfuge Libéral et un sénateur non élu, M. Harper ne s'est pas lancé du bon pied dans la marche vers la transparence. Le 25 septembre dernier, cette marche – pour ceux qui y croyaient encore – a tout simplement dérouté.

Le ministre fédéral des finances, Jim Flaherty, annonçait ce jour-là des coupures relativement mineures en termes budgétaires, mais dévastatrices pour les programmes touchés.

Hormis les millions enlevés aux programmes fédéraux d'aide aux musées (4,6 millions de dollars en moins), au statut de la femme (5 millions) et à la lutte contre l'analphabétisme (17 millions), Harper a utilisé une des pires tactiques économiques pour contourner la démarche démocratique: il a opté de retirer le financement à plusieurs programmes, plutôt que de soumettre leur élimination à un vote perdu d'avance aux Communes. Ce fait est scandaleux au plus haut point.

C'est ainsi que M. Harper entend éliminer le programme fédéral de recherche en marijuana médicale, l'initiative canadienne de bénévolat, le programme de contrôle de l'abus du tabac au sein des Premières Nations et Inuits, et, pire encore, la Commission du droit du Canada et le programme de contestation judiciaire du Canada. Ces deux derniers exemples méritent d'être examinés.

La Commission du droit du Canada est un organisme indépendant et non partisan qui offre des suggestions de réforme du droit au gouvernement. Il ne s'agit simplement que d'une opinion externe aux vils jeux électoraux sur les modifications à apporter aux lois canadiennes. C'est important, mais inoffensif en même temps - il n'en est plus.

Le programme de contestation judiciaire apporte de l'aide financière aux personnes n'ayant pas les moyens de faire valoir leurs droits brimés. Elle leur permet d'emmener leurs doléances aux plus hautes sphères juridiques du pays sans débourser les coûts faramineux de représentation judiciaire. Désormais, seulement les plus nantis pourront contester les lois canadiennes.

Tous ces programmes se conjuguent mal avec l'idéologie conservatrice. Ça, les Canadiens le savaient. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est que le gouvernement allait les éliminer sans vote aux Communes, avec une malhonnêteté et une opacité alarmantes, par des tours de passe-passe fiscaux. Éliminer un programme doit, légalement, faire figure d'un débat et d'un vote aux Communes, mais ces programmes existent encore techniquement sur papier – on leur a tout simplement enlevé tout support et toute ressource.

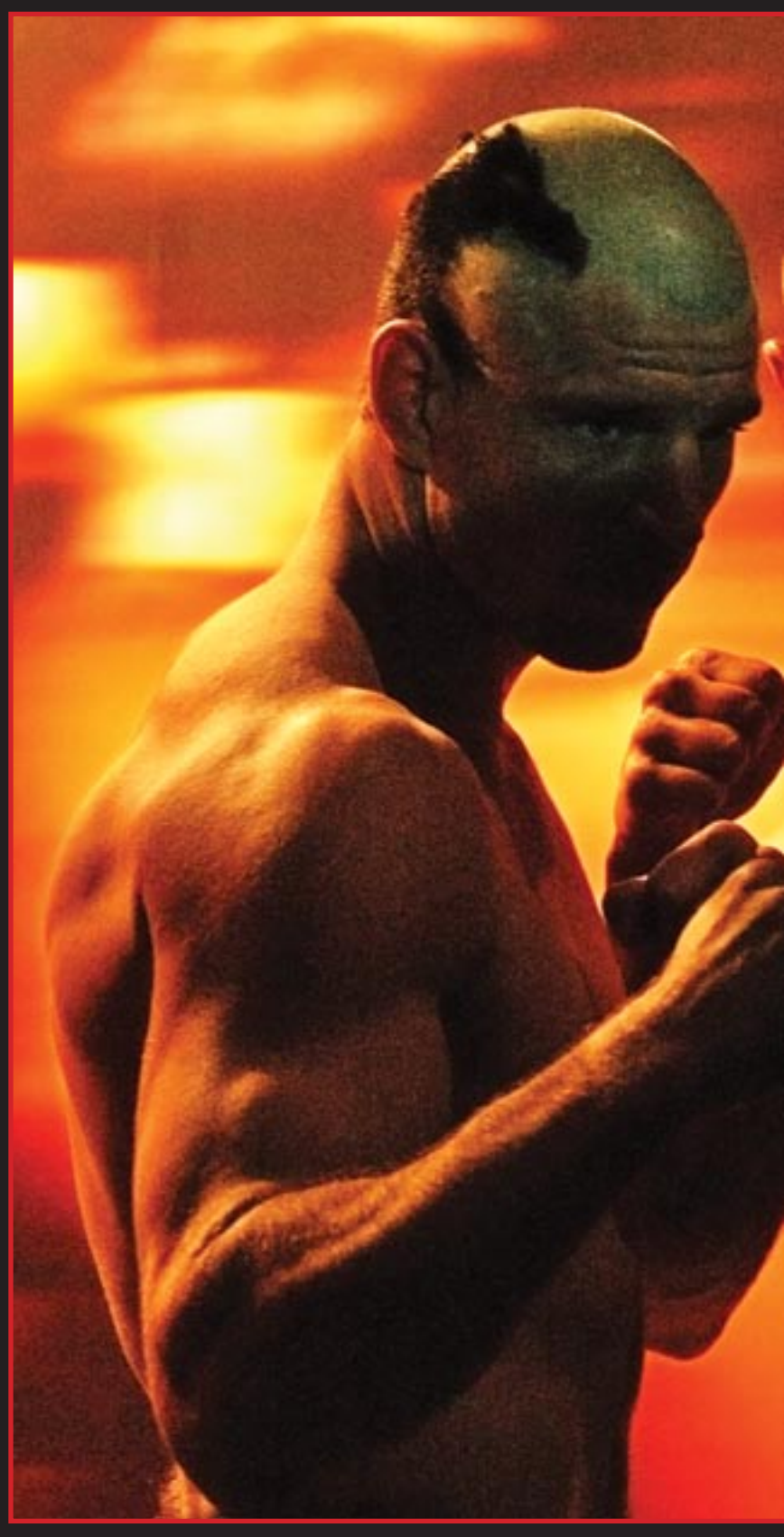
Tout ça venant d'un gouvernement qui dispose d'un surplus budgétaire prévu d'environ 13 milliards de dollars.

C'est une honte à l'institution qu'est le gouvernement du Canada, et au peuple de ce pays, qui a été commise, rien de moins.

COMBATS ULTIMES

TKO: Pour amateurs fortes seulement

Pierre-Luc Bouchard
info@lorgane.org



Le vendredi 29 septembre les spectateurs du Centre Bell en ont eu plein la vue avec l'événement TKO 27 : Réincarnation. Les combattants en ont donné pour leurs fans qui étaient nombreux à les acclamer dans l'amphithéâtre. Au Québec, ce sport relativement nouveau commence à prendre sa place tranquillement, mais il doit lutter contre de nombreux préjugés qui minent son émancipation, ainsi qu'une mentalité réluctante à l'égard des sports qui impliquent la violence.

Au début des années 1990, les médias se ruent sur le barbarisme présent dans un sport qui, jusqu'alors, n'avait aucune règle et se déroulait dans une cage située dans un établissement scabreux au cœur de certaines réserves amérindiennes. Les médias diabolisent alors les combats extrêmes, et le sort a été jeté jusqu'à aujourd'hui. De plus, les bavures des boxeurs comme Alex Hilton - qui a agressé ses filles - n'ont pas aidé à redorer le blason des sports de combats au Québec. Finalement, la défaite d'Éric Lucas lors de son dernier combat n'a pas fait mousser l'enthousiaste pour les sports de combat. Bref, l'opinion du public vis-à-vis les sports de combats est généralement négative.

Contrairement au Canada, les pays comme le Japon, le Brésil et les États-Unis partagent tous une histoire dite martiale - les art martiaux comme le karaté, le jiu-jitsu et la boxe font partie de l'histoire de ces pays. Donc, les combats ultimes ne sont pas nécessairement considérés comme barbares dans ces pays, mais plutôt comme la suite logique des sports de combats; c'est-à-dire, mélanger les styles pour en faire une compétition plus intense et ainsi créer le style des arts martiaux mixtes. Les États-Unis et le Japon disposent des ligues d'art martiaux mixtes les plus prestigieuses qui sont Pride et UFC.

La ligue TKO se veut l'homologue canadien de la UFC. Cette ligue dispose à peu près des mêmes règlements que la UFC et possède maintenant le légendaire octogone, qui sert de ring pour n'avantager aucun style d'arts martiaux en particuliers.

Les combattants

La discipline est sans aucun doute une qualité que tous les combattants de la ligue TKO partagent. Pour devenir champion et accéder aux ligues internationales d'envergure comme la UFC, les combattants doivent se donner corps et âme pour atteindre le sommet de leurs catégories. En plus d'exceller dans 2 arts martiaux, ils doivent maintenir une forme physique olympique. Ils doivent performer dans le but de tenir 3 rounds qui durent 5 minutes dans lesquels ils peuvent combattre au sol ainsi que debout. Nous sommes loin des combats extrêmes des réserves indiennes qui encourageaient carrément le côté sanguinaire.

Une discipline en voie de grossir

L'envergure du phénomène des arts martiaux mixtes commence à s'installer clairement aux États-Unis. Le Baltimore Sun rapportait que le combat de boxe Oleg

de sensations

Lors de la pesée | photo: Albert Zablit

Maskaev et Hasim Rahman avait été acheté sur la chaîne Pay-per view par 60 000 personnes, tandis que le combat de Chuck Lidell contre Renato Sobral a été acheté par 500 000 personnes. Au Québec, le phénomène est plus dur à implanter, mais la ligue TKO a tout de même trouvé le moyen de produire des champions de niveau international. George St-Pierre, champion de la ligue TKO dans la catégorie « welterweight » (170 livres) est devenu le premier millionnaire des arts martiaux mixtes au Québec. Il gagne sa vie à Las Vegas et est également considéré comme une vedette là-bas. Ici, il en est tout autre. Sa popularité se limite aux adeptes d'arts martiaux. George St-Pierre se battra le 18 novembre pour l'obtention de la ceinture « welterweight » de la UFC en combattant contre Matt Hughes, qui est le champion en ce moment. La ligue TKO a également produit une autre figure présente à chaque semaine à la télé américaine. Patrick Côté est dans une émission de téléréalité appelée « The Ultimate Fighter », dans laquelle la UFC entraîne une vingtaine de participants dans le but de revenir dans la ligue UFC. L'émission est écoutée à travers le monde, et au Québec, aucun média n'en parlent, sauf RDS.

La justification

Avant le début de chaque événement et même pendant la pesée, les combattants d'arts martiaux mixtes de la ligue TKO doivent justifier la raison d'existence de leur discipline et, par la même occasion, débattre la question : « pourquoi combattre dans ce genre de sport? » Au commencement des ligues de styles mixtes, les gens voulaient savoir si un professionnel de boxe thaïlandaise pouvait gagner contre un professionnel de judo. Au fur et à mesure que les ligues ont évolué, les combattants visèrent à devenir le plus complet possible comme artiste martial, ce qui aujourd'hui résulte en une discipline complexe en termes techniques et qui nécessite une dévotion complète en termes d'entraînement physique. On ne voit jamais une justification avant un match de hockey, dans laquelle Koivu justifie pourquoi il joue au hockey, même si des bagarres éclatent pour un rien et ne sont pas stoppées par les officiels.

> Contrairement au Canada, les pays comme le Japon, le Brésil et les États-Unis partagent tous une histoire dite martiale - les art martiaux comme le Karaté, le jiu-jitsu et la boxe font partie de l'histoire de ces pays.

Il est vrai que la ligue TKO est également un spectacle violent, et peut devenir très sanguinaire par moments. Cependant, l'adversité, l'entraînement et la discipline requise pour pratiquer ce sport en fait quelque chose de respectable qui mérite la visibilité médiatique. Bien que vous ne soyez pas amateur de sport violent, ou que vous trouvez que c'est foncièrement stupide comme sport que de se frapper pour gagner, sachez que les gens qui le pratiquent sont des athlètes à part entière qui mériterait un peu plus de considération dans notre province.

Les écoles du Québec

Palmarès

Édouard Reinach
ereinach@gmail.com

Le 26 octobre, le journal l'Actualité publiera un palmarès des écoles secondaires du Québec. Ce palmarès est dénoncé ouvertement depuis plusieurs années par le Ministère de l'éducation, des loisirs et du sports (MELS), la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), la Fédération des établissements d'enseignements privé (FEEP), la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ) et presque tous les autres acteurs du milieu de l'éducation secondaire.

La Fédération des commissions scolaires du Québec juge ce palmarès comme «un exercice improductif». Denis Pouliot, directeur des communications et des affaires publiques estime que ce palmarès «cause des torts majeurs à l'image des écoles publiques». «L'école publique accepte tout le monde, sans discrimination, c'est sa vocation! Les écoles privées se retrouvent en tête de classement, car elles procèdent à des tests de sélection. Toute l'étude est donc biaisée en partan». Quant à la prochaine parution, personne ne s'attend à un grand changement : «C'est une opération commerciale, un point c'est tout».

Cette publication a au moins le mérite de faire parler de l'éducation secondaire pendant une semaine, controverse oblige. Quoique justement, la discussion pourrait prendre moins d'ampleur pour la prochaine parution étant donné que la plupart des acteurs du milieu secondaire refusent tout commentaire afin de ne pas nourrir la polémique et ainsi favoriser le succès de cette opération de vente. Cette étude réalisée par l'Institut économique de Montréal semble d'ailleurs avoir une orientation idéologique. À la Fédération des commissions scolaires du Québec, M. Pouliot explique que l'Institut économique de Montréal met de l'avant la privatisation du système de santé comme celui de l'éducation depuis toujours et qu'un classement comme celui-ci aurait tendance à renforcer l'idée que le système privé est meilleur. Même son de cloche du coté de la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ), M. Réjean parent affirme que : «Dans les faits, ce palmarès n'est qu'un exercice pour vendre la supposée supériorité des écoles privées sur le dos des écoles publiques et de leur personnel».

L'Actualité défend sa publication en assurant que ce palmarès reste tout de même le seul outil dont disposent les parents pour se faire une idée sur l'école que fréquente ou pourrait fréquenter leur enfant. La CSQ, FCSQ, CSN et fédérations de parents d'élèves démentent cette affirmation. Selon Denis Pouliot : «Les gens connaissent leurs écoles, la plupart des écoles publiques sont des écoles de quartiers. Elles sont ouvertes sur leur milieu. Lorsque quelqu'un veux choisir son école, qu'elle soit secondaire, collégiale ou universitaire, il fait des démarches, va aux journées portes ouvertes, s'intéressent à un ensemble de facteurs. L'école, c'est pas juste une affaire de note!»

Du coté méthodologique aussi, les lacunes ne manquent pas. Jean-Guy Blais, professeur titulaire de l'Université de Montréal en sciences de l'éducation et auteur d'une étude scientifique démolissant la crédibilité du palmarès de l'Actualité annonce la couleur pour ce qui est de ce classement : «Il fonde son étude sur la moyenne, ce qui n'est pas acceptable méthodologiquement. Le classement n'est pas scientifique : il pénalise les écoles où les filles réussissent mieux que les garçons et il pénalise les écoles qui donnent des notes plus hautes que les notes à l'épreuve du ministère de l'Éducation. On mélange tout cela, on tourne la manivelle et on obtient un rang pour chaque établissement». Ce professeur se range du coté des autres acteurs en ce qui concerne la tournure idéologique de ce palmarès, puisque «pour classer des établissements en rang, il suffit de choisir des variables. N'importe quel établissement pourrait se retrouver au premier rang».

De plus, les variables utilisés ne prennent pas en compte la progression scolaire, les efforts des enseignants, les projets éducatifs, le milieu social de l'école ou même le nombre d'étudiants par classe et par école. Selon M. Pouliot : «Le palmarès est arbitraire et il ne rend pas justice aux professeurs et au personnel enseignant travaillant dans les écoles des quartiers pauvres, ni aux élèves de ces quartiers pour qui la note de passage est un progrès énorme».

NATIONAL

La maison Lafontaine devant des gratte-ciels | Photo: Albert Zablit

La maison Lafontaine l'aura échappé belle

Julie Geffard
geffardjulie@yahoo.ca

Vide, placardée et salie, la demeure plus que centenaire est à l'abandon depuis une quinzaine d'années, malgré le soutien continu d'une brochette de sommités.

Le mois dernier, l'arrondissement Ville-Marie a soumis au Conseil du patrimoine de Montréal un projet de conservation de la demeure. Si le Conseil rend un avis favorable, ce sera la fin d'une saga qui aura illustré l'importance de la mobilisation citoyenne pour le patrimoine.

Dinu Bumbaru, président d'Héritage Montréal, organisme à but non lucratif oeuvrant à la protection du patrimoine, veut pour preuve de cette importance le premier épisode moderne de l'histoire de la protection de la maison Lafontaine.

En 1988, Héritage Montréal est alerté par de simples citoyens que le propriétaire du bâtiment du 1395, avenue Overdale, est sur le point de le raser. Édifiée en 1845, la maison avait été occupée de 1849 à 1864 par Louis-Hippolyte Lafontaine, Premier ministre du Canada Uni et père du gouvernement responsable. Héritage Montréal avertit la Ville. Celle-ci sauve la maison *in extremis* en la citant monument historique.

Pour Bumbaru, cet événement illustre bien l'importance de l'enseignement et de la connaissance du patrimoine. «La sauvegarde du patrimoine, ça prend une découverte scientifique, pour faire des recherches historiques», explique-t-il. «Et ça prend aussi une découverte plus citoyenne, à travers des promenades».

Sans l'alerte lancée par ces résidents au fait de leur histoire, la maison Lafontaine appartiendrait aujourd'hui pour de bon au passé. «La Ville de Montréal est la seule instance publique qui a posé un geste courageux», souligne pourtant Bumbaru, «parce qu'elle n'a pas eu l'aide du gouvernement de Québec, ni du gouvernement fédéral, qui est pourtant l'héritier de Lafontaine». Ce qui ne l'empêche pas de souligner qu'en matière de patrimoine, les pouvoirs publics prennent rarement les devants.

La faute à la société? Dans une certaine mesure. «On est dans une culture qui ne valorise pas tellement l'entretien, l'action de connaissance. On préfère du tout-cuit et du court terme». C'est pourquoi quand ces vieilles bâtisses sont entre les mains de propriétaires privés, «il faut trouver des mécanismes d'encouragement».

Ou de coercion, le cas échéant.

Chapeauté par le sénateur Serge Joyal, le mouvement qui œuvre à la sauvegarde de la maison Lafontaine compte, outre des professeurs, historiens et autres architectes, John Ralston Saul, marié à l'ancienne gouverneure générale Adrienne Clarkson, et Lord Elgin, descendant du gouverneur Elgin qui adopta au 19e siècle les principes du gouvernement responsable mis de l'avant par Lafontaine.

L'agitation de ces militants, qui démarchent les trois niveaux de gouvernement depuis des années, a fini par porter fruit. Benoît Labonté, maire de l'arrondissement Ville-Marie, a déclaré le 6 septembre dernier son intention d'établir une réserve foncière sur le terrain.

«Ce qui veut dire qu'on gèle la valeur foncière, donc [le promoteur] ne peut rien faire avec cette maison-là sans passer par nous», explique Jacques-Alain Lavallée, chargé de communication de l'arrondissement.

En réalité, la citation de la demeure comme monument historique faite en 1988 aurait dû avoir le même effet. Mais il semble que le projet d'acquisition de la demeure – car c'est ce que signifie l'établissement d'une réserve foncière – ait été plus convaincant.

Mis au pied du mur, le propriétaire a déposé un plan de mise en valeur de la maison. Quelle que soit la nature de ce plan, qui reste pour l'instant confidentiel, c'est un pas de géant pour la maison Lafontaine. «Les bâtiments patrimoniaux, ce n'est pas comme des tableaux dans un musée», explique Bumbaru. «Il faut qu'il y ait un usage en dedans. Même si on les met en hibernation, il faut qu'on s'occupe de les mettre en hibernation correctement».

Ce qui, selon le président d'Héritage Montréal, n'a jamais semblé être le plus grand des soucis du propriétaire de la maison. «En fait, il est peut-être même amer parce qu'on l'a forcé à préserver ça au lieu de tout démolir».

Mais, le danger de démolition écarté, reste la question de la mise en valeur. Va-t-on faire de la bâtisse un centre d'interprétation du gouvernement responsable, comme le souhaite le sénateur Joyal?

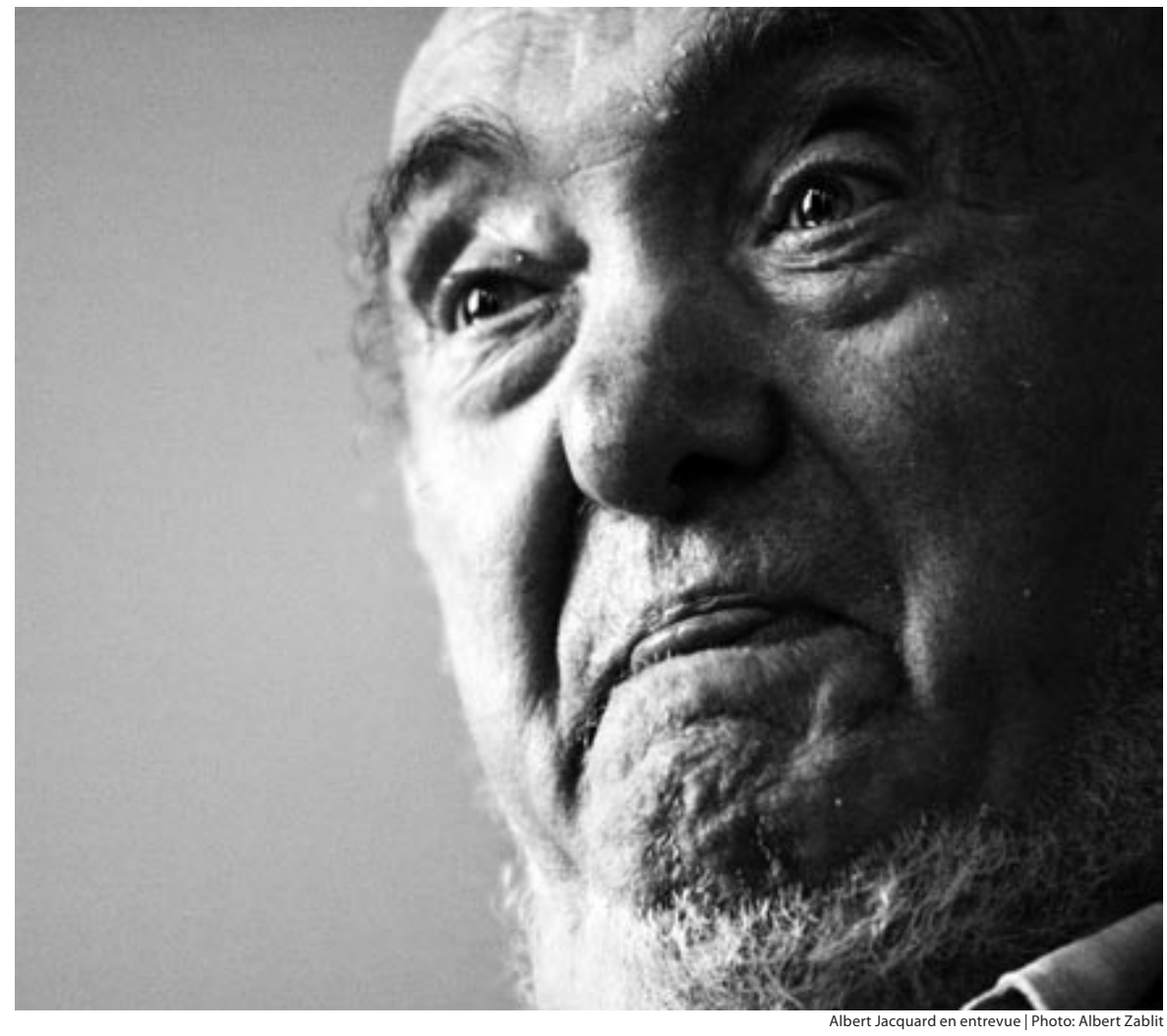
L'arrondissement ne se prononce pas sur ce point. Pour l'instant, la victoire est d'avoir mis la maison sur la case départ du parcours administratif pouvant aboutir à sa mise en valeur. Un parcours sinueux mettant en jeu pas moins de trois instances municipales.

Si le suspense continue, l'histoire a déjà une morale. Comme le dit Bumbaru, «il faut que les gens lèvent le nez, qu'ils se rendent compte que ce n'est pas parce que la peinture écaille sur quelque chose que ça n'a plus de valeur. Au contraire».

CULTUREL

SOCIÉTÉ

Albert Jacquard ou le devoir d'optimisme



Albert Jacquard en entrevue | Photo: Albert Zablit

L'époque des renseignements secrets et de l'espionnage politique n'est pas encore révolue en Hongrie. Après quelques jours d'émeutes en marge des manifestations pacifiques à Budapest, plusieurs questions demeurent sans réponse. Depuis lundi soir, les violences ont fait plus de 250 blessés.

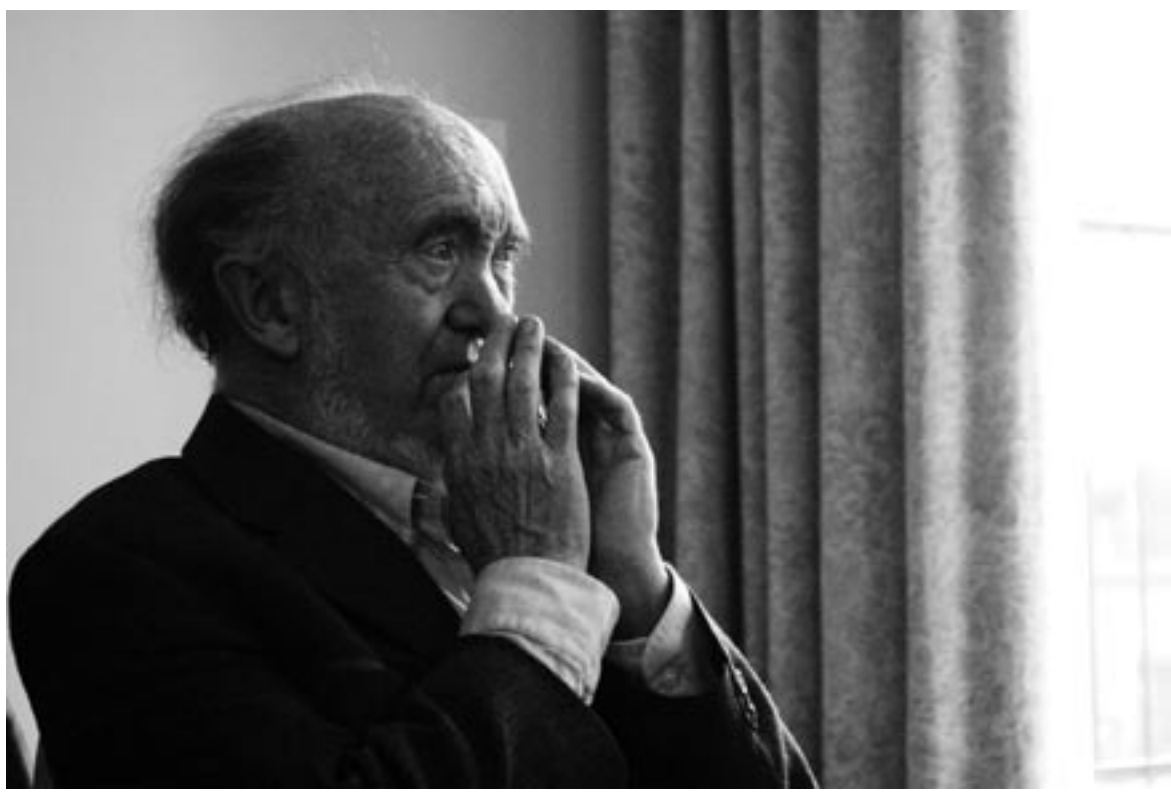
Sophie Ginoux
sophieginoux@hotmail.com

Il vient à peine de déposer ses valises, mais nous accueille à bras ouverts, l'esprit alerte, impatient de partager avec nous ses convictions et son optimisme contagieux. Il faut dire que le message qu'il vient délivrer en Amérique du Nord est aux antipodes du quotidien que nous connaissons et suscite déjà la controverse, alors même que son dernier ouvrage, *Mon utopie* (Édtions Stock), vient de sortir en librairie. Toutefois, ce nouveau débat ne gêne nullement Albert Jacquard, éminent scientifique et porte-parole de nombreuses causes humanistes depuis une trentaine d'années. Il est habitué à mener des combats de longue haleine, à être au centre de polémiques qui touchent des sujets aussi délicats que divers. D'autres emploieraient l'allégorie ou l'euphémisme pour traiter par exemple de la notion de race, de propriété, d'éducation, d'environnement ou d'impérialisme économique, mais Albert Jacquard a plutôt choisi le parti de la raison scientifique et de la franchise pour pourfendre les préjugés, les injustices et les inepties dont il est le témoin.

C'est armé de cet enthousiasme à toute épreuve et d'une sérénité désarmante qu'il aborde donc le thème de l'utopie à plus de 80 ans d'âge. Doit-on y voir une incongruité? Non, car une fois encore Albert Jacquard se positionne, de son propre aveu, non pas comme un homme d'expérience qui souhaiterait laisser sa marque, mais comme un extra-terrestre qui débarquerait sur terre et se dirait que nous sommes fous. «Je ne crois ni à la vieillesse, ni à la jeunesse, car je crois qu'on a toujours un peu à vivre, explique-t-il. Et comme mon espérance de vie, telle qu'on la nomme en langage démographique, n'est pas nulle, j'en profite pour développer des idées qui me semblent nécessaires, dont celle d'éveiller les consciences aux menaces qui nous guettent. Car quand on se trouve devant l'évidence que l'humanité est en train de se fourvoyer complètement, on ne peut s'empêcher de pousser un cri. Par conséquent, je me fais un devoir de dénoncer une situation qui risque de faire en sorte que mes petits-enfants se retrouvent un jour sur une planète où l'humanité aura disparue».

Un constat alarmant

Une telle entrée en matière peut sembler alarmiste. En vérité, elle n'est que le reflet de l'observation aiguisée d'une actualité que beaucoup refusent de voir, modernité et privilèges obligent. Qu'il s'agisse en effet de la course aux armements que se livrent les États; des clivages sans cesse grandissants entre riches et pauvres; de la violence ouverte - guerres, attentats, génocides - ou sournoise - intolérance, compétition, impérialisme économique - qui domine nos rapports aux autres; ou encore des méfaits que nous provoquons sur notre environnement; force est de constater que notre humanité est moins évoluée qu'elle ne voudrait l'admettre et qu'elle peut courir à sa perte si elle ne fait pas preuve, dès aujourd'hui, de «lucidité collective».



De nouveaux paramètres rentrent également en ligne de compte, selon M. Jacquard, comme le fait que contrairement à ce que l'on pensait auparavant, «notre terre a des limites». Elle pourrait certes, indique-t-il, être détruite en l'espace de quelques semaines par des bombes atomiques, mais «on s'aperçoit aussi que ses richesses ne sont pas inépuisables, bien au contraire. Par exemple, lorsque nous ne disposerons plus de pétrole ou d'uranium, ce sera irréversible. Or, c'est la première fois que nous rentrons de plein fouet dans un tel processus».

Utopie raisonnable

C'est donc pour faire face à ce contexte de dénégation généralisée, voire de fatalisme, qu'Albert Jacquard propose une utopie qu'il qualifie de raisonnable. «Évidemment, dit-il, dans une société comme la nôtre, il n'y a pas beaucoup d'espoir à première vue. Mais l'espoir, ça ne se manifeste pas, ça se construit. Par conséquent, et justement parce que nous sommes en présence des pires choses, il faut réagir. C'est pourquoi dans ce livre je fais la revue de différents droits, comme le droit à la paix, au choix, au logement, à la chaleur et aux rencontres».

Une manière à première vue étonnante de concevoir la cité idéale de demain. Toutefois, les arguments du démographe sont on ne peut plus convaincants : «Ce qui distingue l'être humain des autres organismes vivants, c'est sa capacité à développer un langage qui lui permette de tout partager, des informations, de la compréhension, mais aussi des émotions et des projets. En ce sens, chaque vie est une aventure faite de rencontres qui nous enrichissent, ce que je nommerais l'éducation. Et la finalité de cette éducation, c'est de vivre en harmonie avec les autres, ne pas rester isolé, mais de s'inventer et d'inventer l'Autre. En d'autres mots, de ne pas dire *je*, mais de dire *nous*».

Le devoir d'optimisme

Dans cette logique, la cité idéale d'Albert Jacquard est une cité de droits, de rencontres et d'échanges. Une cité dont on aurait ôté tout esprit de compétition, de propriété, d'intolérance. Une cité dans laquelle on travaillerait peu, mais où on serait sans cesse occupé à apprendre. Une cité où les valeurs morales remplaceraient toute valeur monétaire. Bref, une cité utopique qui nous laisse rêveurs et peut nous faire sourire, mais qui serait réalisable, qui sait, si nous changions drastiquement nos repères. Car si notre réussite a un prix, notre bonheur, lui, n'en a pas. Merci, Monsieur Jacquard.

CULTUREL

EXPOSITION

Terrorisme, démocratie, loisir

Pascale Gauthier-Dionne
Culturel.pascale@gmail.com

«Dans le monde de la démocratie, pas de place pour l'espoir et tout est en suspens, ainsi est le monde du terrorisme. C'est seulement le divertissement qui nous maintient en vie».

Afsin Matlabi, 2006

Résumé ici en un regroupement de mots, cette pensée de l'artiste est traduite par chaque œuvre de l'exposition *Terrorisme, Démocratie, Loisir* présentement en cours au MAI (Montréal, Arts Interculturels), comme une idée dont l'apparence est en constante mutation sans pourtant changer son essence.

L'ARTISTE

Afsin Matlabi est un artiste montréalais natif de Téhéran, en Iran. Il a complété une maîtrise en Beaux-Arts à l'Université Concordia de même qu'un Baccalauréat à l'Université de Colombie-Britannique également dans le même domaine. Enseignant présentement au Collège Vanier de Montréal au département de communication, il demeure aussi très actif en ce qui concerne ses activités artistiques. L'art d'Ashin Matlabi s'est d'ailleurs vu exposé à travers le Canada, soit à Montréal, Toronto, Régina et Calgary.

LÉGÈRETÉ LOURDE DE SENS…

Terrorisme, Démocratie, Loisir regroupe des œuvres issues d'époques différentes dans la chronologie de production de l'artiste, allant de 2003 à 2006.

Différentes approches donc, mais toujours pour nous livrer cette même pensée évoquée plus haut, avec cette même attitude faussement ludique qui caractérise le regard de l'artiste sur ce qui la réalité du monde qui l'entoure.

«La très actuelle et provocante exposition…» nous dit le communiqué de presse…

Provocante par son titre, sans doute. Nous imaginons la tête d'un George Bush horrifié de voir sa sacro-sainte démocratie n'étant séparé du démoniaque terrorisme que par une fragile et perméable virgule. Toutefois, l'association marquante de cette démonstration résiderait plutôt en ce troisième mot, si anodin par lui-même, et pourtant facilement dérangeant, inopportun, lorsque associé à quelque sujet pesant sur la conscience: le loisir.

On entend par là le jeu, l'amusement, le ludique.

L'œuvre de Matlabi se commet en ludisme d'un bout à l'autre. Il aborde le monde politique et les lacunes de l'humanité avec cette fausse distance que permet ce sarcasme joueur, cette fausse candeur révélant une absence d'illusion. Nous ne sommes pas dupe de cette légèreté qui pourrait émaner de cette façon d'aborder les choses.

À titre d'exemple, il y a ces immenses dessins au crayon de couleur qui tapissent le mur de leur graphisme naïf, avec cette famille qui semble nager dans un ciel marbré de bleu, aux côtés d'un missile en plein vol…

Fin de semaine en famille, promenade avec le missile balistique, créé en cette année 2006, se présente comme le dessin d'un enfant voulant illustrer ses vacances d'été en famille passées à Cuba, avec tout le lyrisme et l'imagination enfantine… Cuba, paradisiaque destination vacances, avec ses plages, son ciel bleu… ses missiles. Une sorte de gentille taquinerie, qui se sait faussement anodine.

Peut-être un regard critique sous-jacent sur notre bonne société de loisirs : sous le couvert de l'humour, du jeu, ne peut-on pas tout dire? Et ne transforme-t-on pas tout en spectacle, en sujet de divertissement?

Comme ce climat de peur hérité de la guerre froide et cette course effrénée à la recherche de missiles nucléaires potentiellement menaçants chez nos dits ennemis, tel un jeu de poursuite virtuel dans lequel l'issue se faisait attendre au travers des infos du soir et des bulletins sur les chaînes spécialisées. Sur l'écran d'Afshin Matlabi, un missile dansant au rythme d'une musique persane traditionnelle semble nous narguer. Toute l'absurdité de cette vidéo d'engin de guerre dandinant laisse néanmoins une inquiétante impression. On se joue de nous.

Différentes émotions passe par le langage de l'artiste, par cet humour noir pourtant si coloré, des émotions telles que la culpabilité. Avec cet autre dessin de grande envergure, aux couleurs vives et motifs qui rappellent les traditionnelles tapisseries persanes, c'est une culpabilité profonde, se transmettant de génération en génération, qui tache de sang les mains de la multitude de petits personnages aux torses nus. *Je suis désolée que…* fait ainsi référence à cette tendance au repentir par rapport aux immondes actes posés par tous les peuples contre ces autres peuples, atrocité du passé, et barbaries bien ancrées dans le présent. Les petits bonshommes vulnérables semblent courir vers ce récipient d'eau, trop petit pour suffire à la tâche colossale qui l'attend : le sang ne sera sans doute jamais vraiment lavé.

Afshin Matlabi discutant devant ses oeuvres | photo Albert Zablit

Afshin Matlabi rassemble dans cette exposition autant d'œuvres dites traditionnelles, dont le dessin, que d'autres usant de la technologie moderne.

«Il y a la séparation entre le dessin comme pratique sérieuse des arts tel qu'exprimé par les artistes-peintres, qui peut se séparer lui-même du monde du journalisme. Et c'est à la base le concept dont j'aime user pour critiquer le gouvernement, critiquer l'état social, et ses blessures…», précise Matlabi.

Plus loin que le dessin, on peut donc dire que c'est l'image elle-même qui peut aujourd'hui être attribuée au monde journalistique, au monde des ***reporters***, dont la tâche est de rapporter les faits à la population, de donner une image fidèle de la société aux spectateurs… car l'actualité n'est-elle pas un spectacle? À la différence que des artistes tels que Matlabi ne tentent aucunement de se donner des airs de «réalisme objectif». Il ne se cache pas d'offrir un regard personnel, ne se cache pas du jeu individuel auquel il s'est adonné pour créer ces «portraits d'humanités». L'implication personnelle qu'il affiche dans cette critique artistique en constitue d'ailleurs l'axe central.

Zoé Chang, membre du comité de sélection du MAI, expliquait cette particularité, «cette stratégie critique de ces questions d'actualités sans être aucunement didactique, ou moralisateur»… mais, peut-on vraiment ne pas être moralisateur, pas une miette, alors que l'on pose un regard critique sur une situation, regard que l'on diffuse dans une exposition artistique qui semble vouloir nous mettre un miroir devant le visage? Sans être d'un moralisme excessif, *Terrorisme, Démocratie, Loisir* n'en demeure pas moins une leçon de lucidité que l'on tente de nous transmettre, une démonstration, un exemple.

Le succès d'une telle démonstration publique d'analyse personnelle du monde réside dans la façon qu'elle aura de nous faire réfléchir, de faire surgir certaines images mentales, certaines questions dans notre tête pleine d'actualité et d'images préfabriquées accumulées. Lorsqu'elle nous donne envie d'en parler par la suite, d'aborder ces thèmes qu'on y a déceler, et dans le cas d'Asfshin Matlabi, d'en questionner notre propre devant ce que nous constatons du monde. Une exposition comme *Terrorisme, Démocratie, Loisir* ne se consomme pas sur place en vérité. C'est une idée à emporter, qui fait véritablement son travail que lorsqu'elle se met à nous revenir en tête, dans notre tête reposée…

L'exposition Terrorisme, Démocratie, Loisir
Au MAI (Montréal, Art Interculturel)
3680 Jeanne-Mance
Informations :
www.m-a-i.qc.ca

CULTUREL

MUSIC

Silverstein: a bunch of good kids

Jenny Chukhovich
jchukovich@yahoo.ca

"In terms of making a contribution that doesn't suck, the Canadian music scene owes us a favor right now," British alternative weekly Kerrang! Claimed in a July 2005 issue, citing Celine Dion, Bryan Adams, Avril Lavigne and Alanis Morissette among some of Canada's most famous and most headache-inflicting music exports. Thankfully, says Kerrang!, Canadian post-hardcore darlings Silverstein go a considerable way to make up for that.

After conquering four continents and over a dozen different countries since last spring, Silverstein, who formed in 2000 in Burlington, Ontario, were back in Montreal last week as part of an Underoath headlining tour. And they are showing no signs of slowing down. Soon they will be embarking on their own headliner, the Never Shave Again tour, which will be their biggest American tour to date.

Their sophomore record, *Discovering The Waterfront*, was an enormous success. But now that Silverstein feel certain that kids are listening to their music, they want to make them open up their ears –and hearts- on other issues as well.

Don't let the aggressive guitar riffs and the murderous revenge anthems fool you. The boys in Silverstein may just be some of the nicest people you'll ever meet. In fact, they are always there when it's time to contribute to a worthy cause. Last Sunday, October 1st, Josh Bradford, guitarist, Bill Hamilton, bassist, and Paul Koehler, drummer, as well as a bunch of their crew members, took part in the CIBC Run For The Cure, an event designed to raise money for cancer research, in their hometown.

"Cancer is something that has struck really close to home with us; we've lost several close friends and relatives to the disease, so if there's anything that we can do to support it, we're always there," Paul Koehler said last Wednesday, when the band was in Montreal. "And actually, five days after the run, we're holding a benefit show in our hometown. One-hundred percent of the merchandise and the door revenue is going to the Cancer Society."

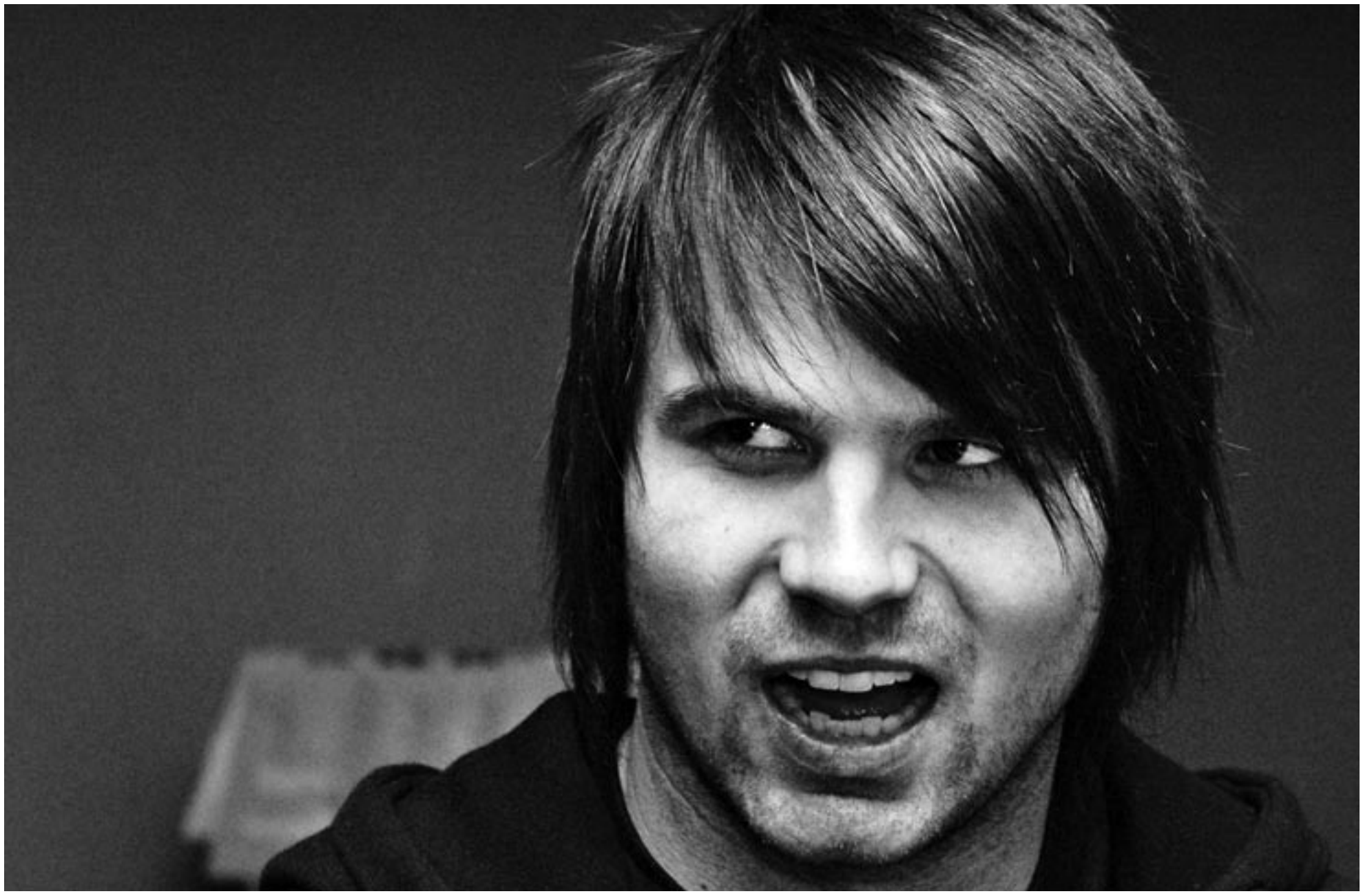
This is not Silverstein's first time contributing to cancer-related causes. The band has taken a habit of doing yearly benefit shows, with raffles and donation jars, in order to inform their fans to the disease. "We're hoping that this is going to blossom in a whole new avenue for us. And we really hope it's a success," Koehler confided.

Cancer research is not the only area where the guys are active participants. They are also heavily involved with PETA.com and other issues that have to do with animal rights. Two of the band members are vegetarian, and three are vegan. "We know that, growing up, you tend to eat what your parents make you, and it's usually meat and potatoes, and that's normal," says Koehler, "but you don't HAVE to eat that if you don't want to. We really want to inform our fans and the average person about what their options are."

So far, the band claims it has been working. Silverstein know just exactly how to influence their fans. "Obviously there are going to be a lot of people who are going to like your band just for the music, but if they want to get into you, the members, personally, and what the band stands for, you can really change a lot and do positive things in the world," Koehler said. And that is exactly what Silverstein are trying to do, not just by holding benefit concerts and the like, but simply by being really kind, genuine and approachable guys.

So is it important for Silverstein to be good role models for their fans? The answer, naturally, is yes. While they may not exactly be the kind of boys that you'd bring back home to meet mom and dad (Koehler describes himself and his bandmates as being "a little bit of good that makes up for a little bit of bad"), Koehler says that they all know what's it's like to be listening to music while you're growing up, and what kind of an influence music has on young people. "When you're given the opportunity to be in a band, and reach so many people, you use that opportunity in a positive way."

As for their older, university-age audience, Silverstein's message to them sounded more like a request, or even a plea. "Check us out!" Koehler exclaimed. "Come to our show!"



Shane, chanteur du groupe Silverstein | photo: Albert Zablit

« *Cheech*, c'est notre *Crash* québécois ! »

Daniel Daigneault, *98.5 FM*

GAGNANT
MEILLEUR ACTEUR – PATRICE ROBITAILLE
ATLANTIC FILM FESTIVAL

«C'est une belle histoire avec un vrai punch à la fin en plus, un punch incroyable. Moi, j'ai trouvé ça bien ficelé!»
Guy A Lepage, *Tout le monde en parle*

«Réalisation vraiment superbe... on évoquait David Lynch!»
Christiane Charrette, *Radio-Canada*

★★★☆
National Post

«Cheech décoiffe! Mon coup de cœur de la rentrée culturelle!»
Mathieu Chantelois, *Famous Québec*

«Une direction impeccable et une facture visuelle attrayante. Un film divertissant, jouissant d'une distribution des plus enviables.»
L'Express

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE TORONTO

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE VANCOUVER

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM FRANCOPHONE DE NAMUR

STARZ DENVER INTERNATIONAL FILM FESTIVAL

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE RIO

UN FILM DE **Patrice Sauvé**
UN SCÉNARIO DE **François Létourneau**
UNE PRODUCTION DE **Nicole Robert**
Patrice Robitaille
François Létourneau
Anick Lemay
Maxime Denommée
Fanny Mallette
Maxim Gaudette

13 ANS + LANGAGE VULGAIRE

À L'AFFICHE DÈS LE 6 OCTOBRE

BRÈVES

Reculer pour avancer

Un homme a été arrêté dans le sud-est de l'Australie après avoir conduit plus de 50 kilomètres en marche arrière, à des vitesses allant jusqu'à 80 km/h. Le conducteur de 23 ans a déclaré à la police que sa boîte de vitesse était coincée en marche arrière et qu'il avait à conduire encore 500 km pour se rendre de Kalgoorlie à Perth pour la faire réparer.
Le casse-cou doit passer devant un tribunal sous peu.

http://www.cyberpresse.ca/article/20061006/CPINSOLITE/61006034/6006/CPINSOLITE

Homme à marier

Après s'être marié 201 fois en 48 ans, Malam Shehu, un Nigérian de 68 ans, a décidé de se ranger et ne plus jamais se marier. Malam se dit en paix avec sa religion, l'Islam, qui autorise un homme à avoir quatre épouses : après chaque divorce, une remplaçante.
«Tous mes mariages étaient bien intentionnés mais je n'ai eu que des déboires. Je vais me contenter de mes quatre femmes actuelles aussi longtemps qu'il ne m'arrivera pas une tuile»

http://tf1.lci.fr/infos/insolite/0,,3339169,00-dit-oui-201-fois-ans-.html

Coussins gonflabes intégrés

Une Bulgare de 24 ans a été sauvée par ses implants mammaires lors d'un accident de la route. La femme aurait brûlé un feu rouge et aurait été percutée par un autre véhicule. «Les deux voitures ont été rendues méconnaissables par la collision mais la femme a eu la vie sauve grâce à ses seins siliconés», selon le Standart, un quotidien local. Les implants ont toutefois éclaté lors de l'impact.

http://tf1.lci.fr/infos/insolite/0,,3337254,00-sauvee-par-seins-.html

Un petit coup de main ?

Un Américain a battu cette semaine le record mondial de masturbation. Équipé de 3 télévisions et d'une collection de plus de 400 films pornographiques, il a réussi à avoir 36 orgasmes en 24 heures, fracassant le précédent record de 27 détenu par Hans Blickenstein. Après sa performance, le recordman, qui a préféré garder son identité secrète, a déclaré : « mon but immédiat est d'avoir un sac de glace et de la crème pour apaiser la douleur ».

http://kaneel.swellserver.com/news/top_stories/worldrecord.php

Bra-Australie

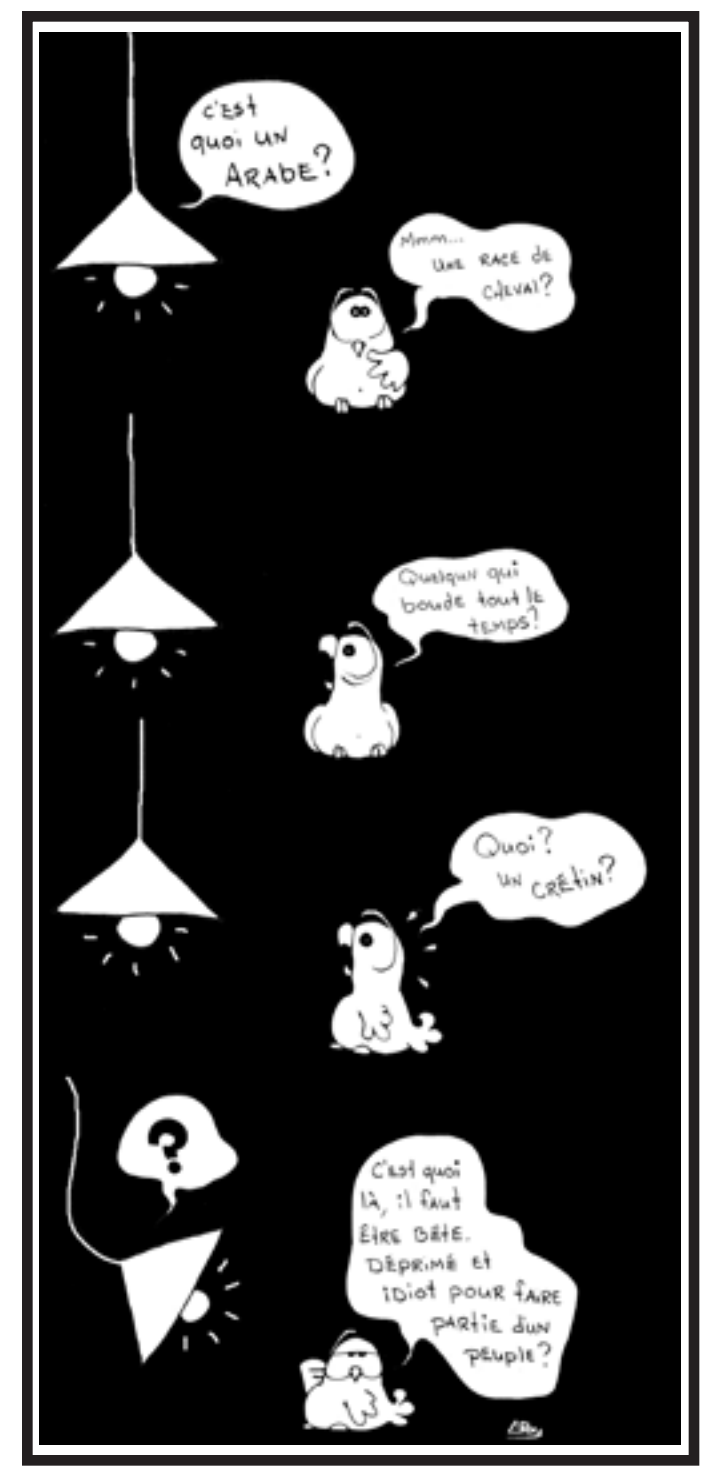
Une compagnie de Melbourne, spécialisée dans la manufacture de vêtements, a demandé officiellement au gouvernement australien de subventionner l'achat de lingerie. La raison invoquée? Cela aiderait à diminuer le nombre de divorces, à augmenter le taux de natalité et ferait de l'Australie une nation plus heureuse dans son ensemble.
Selon Mme Gail Lee, propriétaire de l'entreprise, « de la lingerie subventionnée aiderait les femmes à se sentir plus sexy et leur mari à se sentir mieux...Mais de la lingerie de qualité est assez dispendieux. De nos jours, avec 20 dollars, vous n'avez pas grand chose. »
Le gouvernement conservateur australien semble intéressé à l'idée et étudie la possibilité de mettre sur pied une campagne de publicité qui, selon le député Malcolm Turnbull, tenterait de « promouvoir le renforcement du mariage ».

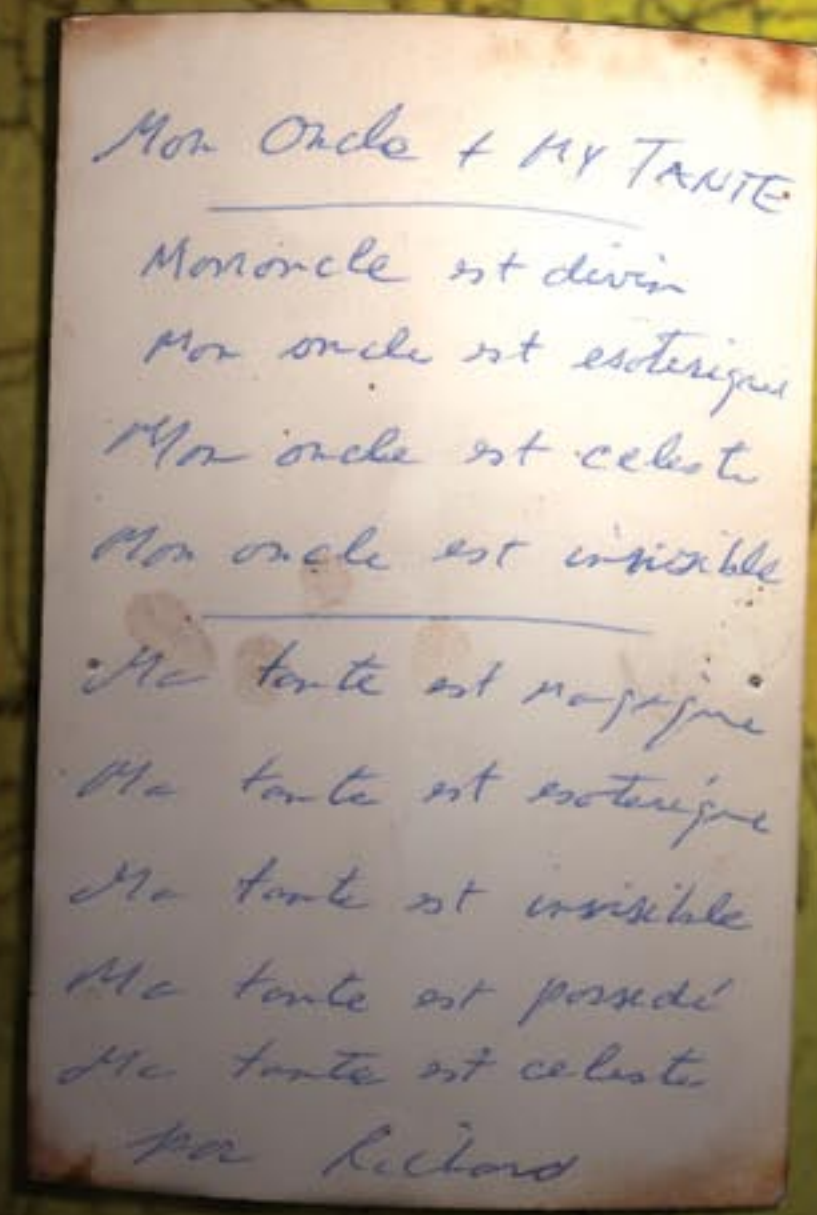
http://www.ecanadanow.com/world/2006/10/03/cheap-frills-australian-wants-lingerie-subsidy-to-save-marriages/

État d'ébriété «diète»

Selon une étude publiée dans le numéro de septembre du *American Journal of Medicine,* avoir un cocktail avec une boisson sans sucre coupe les calories, mais soûlerait plus vite.
Selon les chercheurs australiens, les cocktails faits avec des boissons « diète » passent plus rapidement dans l'estomac et font donc augmenter le taux d'alcool dans le sang de manière particulièrement rapide.
Cette étude montre que la quantité d'alcool n'est pas le seul facteur que les gens devraient considérer. En général, les femmes voient leur taux d'alcoolémie augmenter plus vite que celui des hommes et elles sont souvent plus attirées vers les cocktails « diètes », selon l'étude.

http://news.yahoo.com/s/nm/20061005/hl_nm/diet_cocktails_dc




Mon Oncle + MY TANTE

Mononcle est divin
Mon oncle est esotérique
Mon oncle est celeste
Mon oncle est invisible

Ma tante est magique
Ma tante est esotérique
Ma tante est invisible
Ma tante est possédé
Ma tante est celeste
par Richard